

Église : un retour aux sources ?

Par
Jacques Le Goff.
Professeur
de droit public
à l'université
de Brest.



Quel contraste entre la modestie, la cordiale simplicité du pape François, si rayonnant, et l'apparat entourant sa première apparition ! Comme ce « **bonsoir** » inaugural à la foule, ce « **reposez-vous bien** » sans apprêt sonnaient justes et proches dans un décor symbole d'une autorité lointaine congestionnant la tête d'une Église dont le corps s'anémie !

Le nouvel évêque de Rome parviendra-t-il à la réformer en profondeur, selon l'esprit de Vatican II, et à corriger la dérive monarchique-aristocratique par un retour à l'esprit communautaire et démocratique des premiers temps du christianisme ?

Le hasard a voulu que l'historien Dalarun publie, il y a peu, l'ouvrage *Gouverner c'est servir* (1) qui montre très bien la diffusion, dans l'Église du Moyen Âge, de pratiques démocratiques mises en œuvre dans les monastères et couvents. Abbés et abbesses y sont élus en même temps que s'affermait un modèle d'autorité pastoral dans lequel l'élu devient serviteur. Il n'est pas « au-dessus » mais « pour » ses frères, comme insiste François d'Assise. Et il va même, pour chasser toute jouissance du pouvoir, se définir comme « inférieur », serviteur au sens d'esclave, illustrant par là la formule évangélique : « Les premiers seront les derniers... »

Le pape lui-même est présenté comme « **serviteur des serviteurs de Dieu** ». Sa puissance est celle de la faiblesse dont il finira, d'ailleurs par tirer un pouvoir démesuré pour la raison qu'on ne résiste pas à qui

se dit à votre service. C'est pour quoi la pratique démocratique est indissociable de l'idéal, cher à Yves Congar, d'une « **Église pauvre et servante** ».

Mais, objecte-t-on, le pape est élu ! Certes, mais par des cardinaux nommés et fort peu représentatifs du milliard de catholiques (ce qui ne préjuge pas de choix qui peuvent être inspirés, comme ces jours-ci). L'Église n'est pas une démocratie et ne saurait le devenir dès lors qu'elle tire sa légitimité d'en haut et non d'en bas. Mais est-ce une raison pour ne pas y instiller une culture démocratique de la discussion, de ce débat qu'elle exigeait il y a peu de l'État, en France, à propos du mariage pour tous ?

Et n'y a-t-il pas meilleur témoignage d'humilité que d'en finir avec des modes d'autorité curiale d'un autre âge, fondés sur le soupçon à l'encontre de tout ce qui n'est pas hiérarchie, sur le défaut de collégialité, sur

« La démocratie est indissociable de l'idéal d'une Église pauvre »

le déficit de reconnaissance de laïcs qui souhaitent être, là comme ailleurs, tenus pour porteurs, eux aussi, d'une parcelle de vérité. Est-il si extravagant d'aspirer, dans une institution « Cité de Dieu », à un statut de citoyen sorti de la minorité ? Faudra-t-il attendre que les chrétiens l'aient totalement désertée – horizon proche – pour tirer les conséquences de l'implosion en cours ?

« **Peut-on encore sauver l'Église ?** » (2) Oui, répond Hans Küng, mais à la condition de tout reprendre par l'instituant, par le fondateur. « **Nous devons nous tourner résolument vers les origines chrétiennes de l'Église, telles qu'elles sont attestées dans le Nouveau Testament.** » Joseph Moingt ne cesse de le répéter lui aussi. Peut-être seront-ils entendus.

(1) Alma Éditeur, 2012.

(2) Seuil, 2012 et J.-C. Barreau, *L'Église va-t-elle disparaître ?* Seuil.